









DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Projet: Eau Climat Développement et Égalité des Genres (WACDEP-G)

<u>Titre</u>: Mission d'étude portant « Inventaire et analyse détaillés des inégalités de genre à

l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du

contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat au Bénin »

<u>Durée</u>: 30 Hommes - Jours (HJ) étalés sur une période calendaire de deux mois et demi

(2,5 mois)

<u>Date de Publication</u>: 03 Septembre 2021

Date et heure de Clôture : 24 Septembre 2021à 12h (heure locale)

1. Introduction

Le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin), en collaboration avec le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) et les partenaires de mise en œuvre du Programme Eau Climat Développement et Égalité des Genres (WACDEP-G) au Bénin, sollicite les services d'un(e) Consultant(e) national(e) dûment qualifié(e) pour la conduite de la mission d'étude portant « Inventaire et analyse détaillés des inégalités de genre à l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat au Bénin ».

La présente mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre au Bénin du WACDEP-G, l'une des trois Composantes du Programme d'Investissement pour l'eau en Afrique (AIP).

2. Contexte et justification

En Afrique de l'Ouest, le programme AIP WACDEP-G, est mis en œuvre à trois niveaux, à savoir : le niveau régional, le niveau bassin transfrontalier (la Volta) et le niveau pays (Bénin). Il se concentre sur le soutien à l'intégration du genre dans les processus de planification des investissements pour assurer la sécurité en eau et renforcer la résilience climatique. Il vise à : (i) développer des mécanismes/ outils pour intégrer le genre dans les processus de planification et de budgétisation liés à la sécurité en eau et à la résilience climatique ; (ii) aider les principales institutions gouvernementales à prendre des mesures transformationnelles de genre ; et (iii) démontrer des actions transformationnelles de genre pour apprendre et influencer les politiques et pratiques à différents niveaux.

En effet, les inégalités de genre peuvent limiter et compromettre les efforts visant à assurer la sécurité en eau et renforcer la résilience climatique. Les groupes vulnérables et marginalisés de la société, avec un accès limité aux ressources et aux actifs, sont déjà désavantagés lorsqu'il s'agit de se préparer et de s'adapter aux impacts du changement climatique. L'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la Constitution béninoise.

Mais l'efficacité du cadre juridique et institutionnel pour promouvoir l'égalité des genres est assez limitée. L'application des lois en faveur des droits des femmes se heurte à des facteurs socioculturels qui affectent négativement l'égalité des genres. De nombreuses formes de discrimination sont constatées dans l'accès aux ressources productives et financières, à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé, à la participation au processus de décision et aux libertés publiques.

Les arrangements institutionnels et les infrastructures, y compris les lois, les politiques, les normes sociales et culturelles, affectent la gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et des actifs pour l'adaptation au changement climatique. Les pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance des et réglementations en place influencent la participation des individus et des groupes sociaux aux initiatives visant à assurer la sécurité en eau et renforcer la résilience climatique.

La mise en place des investissements transformateurs de genre en matière de sécurité en eau et de développement résilient au changement climatique passe entre autres par le renforcement des capacités des institutions et une amélioration des pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations qui régissent, à tous les niveaux, l'accès et le contrôle des actifs liés à l'eau et aux services climatiques. Cela nécessite aussi une bonne connaissance des principaux acteurs concernés ainsi que des causes profondes des lacunes, en matière de considération de l'égalité de genre, associées aux réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat. Pour ce faire, les services d'un(e) Consultant(e) sont requis.

Les présents termes de référence sont élaborés pour préciser les objectifs de la mission, les résultats attendus ainsi que le profil du (de) consultant(e) recherché(e) pour conduire la mission.

3. Objectifs de la mission d'étude

L'objectif principal de la mission est faire l'inventaire et l'analyse approfondie des institutions et des acteurs, des pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations ainsi que des inégalités de genre à l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat. Le but visé est de susciter à différents niveaux une amélioration des pratiques, des attitudes, des comportements, des normes sociales, des systèmes de croyance et des réglementations, soutenues par plusieurs parties prenantes, pour promouvoir des investissements relatifs à la sécurité en eau et à la résilience climatique transformateurs de genre.

De façon spécifique, il s'agira de :

- inventorier et analyser les institutions et les acteurs, les pratiques, les normes sociales, les attitudes, les
 comportements, les systèmes de croyance et les réglementations ainsi que les inégalités de genre à
 l'échelle des réseaux institutionnels et processus qui gouvernent l'accès et le contrôle des ressources et
 services liés à l'eau et au climat (ressources foncières, ressources en eau, actifs liés à l'eau, services
 climatiques, etc.);
- conduire une analyse approfondie des réseaux institutionnels et processus de gouvernance, notamment les flux d'informations et les lacunes, en matière de considération de l'égalité de genre, qui existent dans la conception, la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies régissant, à tous les niveaux, l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat ;
- élaborer des orientations stratégiques et des mécanismes de renforcement des capacités institutionnelles et de changement social pour l'amélioration des pratiques, des normes sociales, des

attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations en place qui gouvernent l'accès et le contrôle des actifs liés à l'eau et aux services climatiques d'une part ; et d'autre part catalyser des investissements transformateurs de genre en matière de sécurité en eau et de résilience climatique ;

 organiser deux (2) ateliers de sensibilisation et de formation des institutions et acteurs clés sur comment les pratiques, les normes sociales, les attitudes, les comportements, les systèmes de croyance et les réglementations à l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat influencent les investissements pour la sécurité en eau et la résilience climatique.

Dans le cadre de la conduite de l'étude, la collecte des données primaires se fera à travers des enquêtes de terrain, des consultations des acteurs et des interviews.

4. Résultats attendus

Au terme de l'étude, les résultats suivants sont obtenus :

- les institutions et les acteurs, les pratiques, les normes sociales, les attitudes, les comportements, les systèmes de croyance et les réglementations ainsi que les inégalités de genre à l'échelle des réseaux institutionnels et processus qui gouvernent l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat (ressources foncières, ressources en eau, actifs liés à l'eau, services climatiques, etc.) sont inventoriés et analysés;
- une analyse approfondie est faite des réseaux institutionnels et processus de gouvernance, notamment les flux d'informations et les lacunes, en matière de considération de l'égalité de genre, qui existent dans la conception, la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies régissant, à tous les niveaux, l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat;
- des orientations stratégiques et des mécanismes de renforcement des capacités institutionnelles et de changement social pour l'amélioration des pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations en place qui gouvernent l'accès et le contrôle des actifs liés à l'eau et aux services climatiques d'une part ; et d'autre part catalyser des investissements transformateurs de genre en matière de sécurité en eau et de résilience climatique, sont proposés et validés ;
- les institutions et acteurs clés concernés comprennent mieux comment les pratiques, les normes sociales, les attitudes, les comportements, les systèmes de croyance et les réglementations à l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat influencent les investissements pour la sécurité en eau et la résilience climatique.

5. Livrables attendus

Les principaux livrables attendus du (de la) Consultant(e) sont énumérés ci-dessous :

 Livrable 1 : le rapport de démarrage de la mission intégrant la note de cadrage méthodologique de conduite de l'étude, la liste des parties prenantes susceptibles de contribuer à enrichir l'étude, les outils de collecte de données ainsi qu'un plan de travail et un chronogramme détaillé de conduite de la mission et la structure de rédaction de chacun des principaux prochains livrables ;

- Livrable 2 : le rapport de l'inventaire et de l'analyse détaillés des institutions et des acteurs, des pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations ainsi que des inégalités de genre à l'échelle des réseaux institutionnels et processus qui gouvernent l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat (ressources foncières, ressources en eau, actifs liés à l'eau, services climatiques, etc.) :
- Livrable 3 : les orientations stratégiques et mécanismes de renforcement des capacités institutionnelles et de changement social pour l'amélioration des pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations en place qui gouvernent l'accès et le contrôle des actifs liés à l'eau et aux services climatiques d'une part ; et d'autre part catalyser des investissements transformateurs de genre en matière de sécurité en eau et de résilience climatique ;
- Livrable 4 : une présentation PowerPoint, un document technique synthèse pour faciliter l'apprentissage et une note d'orientation politique à l'endroit des décideurs et des principaux acteurs ;
- Livrable 5 : les modules d'information, de sensibilisation et de formation sur comment les pratiques, les normes sociales, les attitudes, les comportements, les systèmes de croyance et les réglementations à l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat influencent les investissements pour la sécurité en eau et la résilience climatique;
- Livrable 6 : les rapports des deux (02) ateliers de sensibilisation et de formation des parties prenantes béninoises sur comment les pratiques, les normes sociales, les attitudes, les comportements, les systèmes de croyance et les réglementations à l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat influencent les investissements pour la sécurité en eau et la résilience climatique.

Chaque livrable devra être élaboré en version provisoire puis finale prenant en compte les contributions et amendements des principales parties prenantes.

Le (la) Consultant(e) devra en outre :

- prendre en compte les commentaires des Secrétariats Exécutifs du PNE-Bénin et du GWP-AO dans les versions provisoires de chaque livrable de manière itérative, jusqu'à l'approbation des versions finales;
- travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin et le Secrétariat Exécutif Régional du GWP-AO sur toute la durée de la mission ;
- participer à des réunions avec le PNE-Bénin, le GWP-AO et les partenaires de mise en œuvre de WACDEP-G, via MS Teams, Skype, Zoom ou en présentiel, pour : (i) le cadrage de la mission ; (ii) discuter des grandes lignes et de la structure de chaque livrable ; (iii) mener les entretiens nécessaires pour la collecte des données de qualité ; et (iv) faire le suivi régulier de l'évolution de la mission ;
- veiller au respect scrupuleux du calendrier d'exécution de la mission.

6. Principales tâches

Sous la responsabilité du Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin, le (la) Consultant(e) aura à mener les tâches spécifiques suivantes :

1. identifier et analyser les principaux institutions et acteurs des réseaux institutionnels et processus qui gouvernent l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat au Bénin ;

- 2. faire l'inventaire assorti de l'analyse des pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations ainsi que des inégalités de genre à l'échelle des réseaux institutionnels et processus qui gouvernent l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat (ressources foncières, ressources en eau, actifs liés à l'eau, services climatiques, etc.);
- 3. identifier et analyser les flux d'informations entre les institutions et acteurs impliqués dans la gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat ;
- 4. identifier et analyser les lacunes, en matière de considération de l'égalité de genre, qui existent dans la conception, la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies régissant, à tous les niveaux, l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat (ressources foncières, ressources en eau, actifs liés à l'eau, services climatiques, etc.);
- 5. identifier les causes profondes des lacunes, en matière de considération de l'égalité de genre, identifiées et associées aux réseaux institutionnels et processus qui gouvernent l'accès et le contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat ;
- 6. proposer des orientations stratégiques et des mécanismes de renforcement des capacités institutionnelle et de changement social pour l'amélioration des pratiques, des normes sociales, des attitudes, des comportements, des systèmes de croyance et des réglementations en place qui gouvernent l'accès et le contrôle des actifs liés à l'eau et aux services climatiques d'une part ; et d'autre part catalyser des investissements transformateurs de genre en matière de sécurité en eau et de résilience climatique ;
- 7. présenter les résultats de la mission d'étude lors d'un atelier de validation :
- 8. finaliser les livrables de la mission d'étude en prenant en compte les observations formulées par les parties prenantes lors de l'atelier de validation ;
- 9. appuyer l'organisation de deux (2) ateliers de sensibilisation et de formation des institutions et acteurs clés concernés sur la base des résultats issus de la mission d'étude.

7. Contrôle et suivi

Le (la) Consultant(e) rendra compte au Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin, qui assure la supervision générale de la mission et travaillera en étroite collaboration avec le Chargé de Programme de WACDEP-G Bénin et le Chargé de Programme Régional de WACDEP-G.

8. Durée de la mission

La durée totale de la mission est estimée à 30 Hommes Jours étalés sur une période calendaire de deux mois et demi (2,5 mois).

9. Profil et qualifications du (de la) consultant(e)

Le (la) Consultant(e) devra répondre aux compétences et qualifications suivantes :

- être titulaire d'un diplôme de troisième cycle (Master, DEA, DESS, Doctorat, etc.) en Environnement, Ressources en Eau, Sociologie, Droit, et autres domaines similaires et pertinents;
- justifier d'au moins 5 ans d'expérience dans les secteurs de l'eau, de l'environnement, des changements climatiques et du genre;
- justifier de connaissances avérées dans l'analyse de genre axée sur les politiques nationales ou l'élaboration des politiques elles-mêmes;

- justifier d'expériences avérées dans la gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat :
- avoir de bonnes connaissances sur la problématique de genre au Bénin ;
- justifier de connaissances avérées dans l'élaboration de mécanismes ou stratégies de changement de comportement serait un atout;
- avoir réalisé une analyse de genre sur la base des outils de genre et développé une stratégie genre serait également un atout.

Les fonctionnaires de l'Etat désireux de postuler pour la présente mission devront apporter la preuve de leur disponibilité pendant la période d'exécution de la mission.

10. Compétences spécifiques du (de la) Consultant(e)

Le (La) Consultant(e) national(e) devra posséder :

- de bonnes aptitudes de travail en équipe, notamment :
 - travailler de manière autonome et en équipe et parfois sous pression pour fournir des résultats dans les délais impartis ;
 - travailler efficacement dans un contexte multinational, multiculturel en faisant preuve du respect de la diversité :
 - coordonner une équipe avec d'excellentes capacités de leadership ;
 - se concerter et partager l'information avec le Secrétariat Exécutif du GWP-AO, le Secrétariat Exécutif du PNE Bénin et les parties prenantes du WACDEP-G ainsi que le comité de suivi de l'étude;
- une bonne capacité de communication :
 - le (la) Consultant(e) national(e) doit disposer de fortes capacités d'expression orale et écrite avec d'excellentes capacités de rédaction et de synthèse en Français ;
 - le (la) Consultant(e) national(e) doit avoir une bonne maîtrise des outils modernes de communication et de téléconférence tels que Skype, Zoom ou MS Teams.
- des compétences analytiques :
 - le (la) Consultant(e) national(e) doit disposer d'excellentes aptitudes analytiques, de synthèse, de rédaction et de présentation de documents.

Le (La) Consultant(e) national(e) doit être disponible pour commencer à travailler immédiatement après la sélection.

11. Mode de présentation de l'offre de soumission

Les Consultant(e)s nationaux(ales) intéressé(e)s, ayant les qualifications et expériences requises et constitués en équipe, sont invités à soumettre leurs propositions comprenant une offre technique et une offre financière complètes conformément au présent Dossier d'Appel d'Offres de la mission.

Les offres, rédigées en langue française devront comporter, entre autres, les pièces suivantes :

Pour l'offre technique:

- une lettre de soumission datée et signée ;
- la compréhension et les observations sur les termes de référence ;
- la méthodologie détaillée envisagée pour la réalisation de la mission ;
- le chronogramme détaillé des activités ;
- le Curriculum Vitae détaillé du Consultant mettant en avant les expériences en lien avec la mission et leurs diplômes ;
- une liste des missions similaires avec références ;
- les attestations de bonne fin de missions similaires.

Pour l'offre financière :

- la lettre de soumission datée et signée et indiquant le montant de l'offre ;
- le devis estimatif daté et signé selon le cadre de présentation du budget.

12. Cadre de présentation du budget (en F CFA – HT)

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire en FCFA	Prix Total en FCFA
1	Honoraires				
1.1	Chef de mission	HJ			
1.2	Enquêteurs	Jour			
	sous-total 1				
2	Perdiems				
2.1	Chef de mission	Jour			
2.2	Enquêteurs	Jour			
	sous-total 2				
3	Fonctionnement				
3.1	Communication	ff			
3.2	Déplacement	ff			
3.3	Secrétariat	ff			
	sous-total 3				
	TOTAL (HT) 1+ 2 +3				

13. Remise des propositions

Les propositions doivent être déposées à l'adresse ci-dessous mentionnée au plus tard le 24 Septembre 2021 à 12 heures (heure locale), et doivent porter expressément la mention « Secrétaire Exécutif du PNE BENIN », « Proposition – WACDEP-G : Mission d'étude portant « Inventaire et analyse détaillés des inégalités de genre à l'échelle des réseaux institutionnels et processus de gouvernance de l'accès et du contrôle des ressources et services liés à l'eau et au climat au Bénin ».

Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin sis à Placodji dans l'enceinte de la Direction Départementale de la Santé (DDS) Littoral

01 BP 4392 Cotonou (Bénin) E-mail: contact@gwppnebenin.org

Téléphone: (229) 21 31 10 93 / 66 11 80 31 Fax: (229) 21 31 10 93

14. Evaluation des offres

L'offre sélectionnée sera celle qui présentera l'offre technique la plus robuste, soutenue par l'analyse la plus avancée et l'offre financière présentant le meilleur rapport prix/qualité selon les critères ci-dessous :

- la qualification et l'expérience du Consultant ;
- la qualité de la proposition technique ;
- le montant de l'offre financière.

15. Contacts

Pour tout renseignement complémentaire, les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures à 17 heures 30 minutes (heures locales) les jours ouvrables du lundi au vendredi.

16. Note de réserve sur l'annulation de l'appel d'offres

Le présent appel d'offres peut être annulé dans une des conditions ci-après :

- la concurrence aurait été insuffisante ;
- aucune offre conforme au dossier d'appel d'offres n'aurait été reçue ;
- les offres admises au dépouillement dépasseraient largement le budget disponible.

Cotonou le	Cotonou le			
Le Secrétaire Exécutif	p.i.			
Aurore BIOK	<u>:OU</u>			